

r.o.815-SE/fb

Berne, le 24 novembre 1975

Note pour M. Frédéric Dubois,
Information et Presse, W 274

Rapport de gestion 1975

Nous vous faisons tenir la contribution de notre Service audit rapport (trois exemplaires en français et trois en allemand).

Nous vous ferons part, au début de janvier prochain, de toute modification qui pourrait intervenir d'ici à la fin de l'année.

SERVICE DES INTERETS ETRANGERS
P.O.

(Ch. Stroelé)

Ba 24. Nov 75 17

Annexes:

2 exposés en triple exemplaire



INTERETS ETRANGERS

1) Mandats

Le double mandat de protection des intérêts indiens au Pakistan et pakistanais en Inde continua à occuper dans une forte proportion nos services à la centrale et auprès de nos ambassades et consulats généraux dans les deux pays. L'afflux de travail fut ressenti spécialement par nos représentations à la suite de l'accord du 14 septembre 1974 sur les visas. Un accroissement partiel du personnel local fut inévitable. Il y eut aussi, durant l'année du rapport, des hauts et des bas dans les relations entre les deux mandants, sans atteindre toutefois le point zéro comme l'année précédente, de sorte que les pourparlers amorcés purent être poursuivis. Ceci eut un effet bénéfique. Un accord commercial fut signé à La Nouvelle Delhi en janvier. Le trafic maritime des marchandises fonctionne de nouveau depuis mi-février et se déroule par des voies commerciales traditionnelles, de façon que nos consulats généraux à Bombay et Karachi n'ont pas eu à faire face au surcroît de travail prévisible. La question de la reprise des relations diplomatiques fut à vrai dire discutée au plus haut niveau; ces discussions restèrent pourtant sans effet.

Dans le cadre de l'action de rapatriement, n'entre plus en considération que la catégorie des prisonniers d'avant-guerre - composée vraisemblablement en grande partie de délinquants civils de droit commun - ainsi que celle des détenus de la période postérieure au conflit. L'opération d'échange permit de rapatrier fin mars 2 Indiens et 10 Pakistanais. En septembre, 23 Pakistanais suivirent les précédents. Dans les deux cas, l'activité de nos ambassades à Islamabad et La Nouvelle Delhi fut déterminante.

Notre mandat nord-américain à Cuba continua à mettre à forte contribution nos missions à La Havane et à

- 2 -

Washington. De nombreuses interventions auprès des autorités cubaines furent nécessaires, le plus souvent lors de la disparition de bateaux ou lorsque des bateaux se trouvaient en détresse. Les équipages purent être rapatriés, de même qu'un certain nombre de citoyens américains qui subissaient des peines à Cuba. Des visites de divers sénateurs américains à Fidel Castro donnèrent lieu à des conjectures au sujet d'une prochaine reprise des relations diplomatiques; les choses en sont restées là.

La plupart des autres Etats dont la Suisse sauvegarde les intérêts ont aussi eu recours à notre entremise pendant l'année, dans une mesure variant selon le volume de leurs intérêts et pour des tâches essentiellement consulaires et administratives. Outre les tâches relatives à nos deux mandats dans le sous-continent indien et au mandat nord-américain à Cuba, la représentation des intérêts polonais au Chili, israéliens au Ghana et en Hongrie, de même que celle des intérêts portugais au Sénégal et vénézuéliens à Cuba jusqu'au moment où ces deux derniers mandats prirent fin, a spécialement occupé nos services à Berne et à l'étranger.

Au milieu de l'année, un terme fut mis à cinq des mandats qui nous étaient confiés; pour quatre d'entre eux, soit ceux du Venezuela à Cuba, des Philippines en Bulgarie, du Portugal au Sénégal et de la Colombie à Cuba, la fin de notre entremise était motivée par la reprise des relations diplomatiques entre ces Etats. Quant au Chili, dont nous défendions les intérêts en République démocratique allemande (RDA), il décida de mettre fin, le 30 juin, au mandat que nous assumions, sans désigner d'autre pays pour nous succéder. Les problèmes de quelque importance qui s'étaient présentés dans le cadre de ce mandat avaient en effet été résolus.

- 3 -

Par ailleurs, la RDA ayant suspendu ses relations diplomatiques, au début d'octobre, avec l'Espagne, ce dernier pays nous a chargés de sauvegarder ses intérêts dans le premier.

Au 31 décembre, le département assumait les mandats de représentation suivants:

		<u>Date de la reprise</u>	<u>Contenu du mandat</u>
Iran	en Israël	19 février 1958	c
Etats-Unis d'Amérique	à Cuba	6 janvier 1961	d + c
Guatemala	à Cuba	20 mars 1962	d + c
Grande-Bretagne	au Guatemala	23 août 1963	d
Honduras	à Cuba	30 décembre 1963	d + c
Bésil	à Cuba	19 août 1964	d + c
Equateur	à Cuba	19 août 1964	d + c
Israël	en Hongrie	21 juin 1967	d + c
Israël	à Sri Lanka	13 août 1970	d + c
Pakistan	en Inde	6 décembre 1971	d + c
Inde	au Pakistan	7 décembre 1971	d + c
Chili	à Cuba	17 septembre 1973	d + c
Pologne	au Chili	10 octobre 1973	d + c
Israël	à Madagascar	30 octobre 1973	d + c
Israël	au Ghana	8 novembre 1973	d + c
Israël	au Libéria	21 novembre 1973	d + c
Côte d'Ivoire	en Israël	28 novembre 1973	d + c
Espagne	en République démocratique allemande	9 octobre 1975	d + c

C = consulaire

d = diplomatique

2) Bons offices

Notre mission de bons offices entre le Bangladesh et le Pakistan, telle qu'elle était définie par l'accord tripartite de La Nouvelle Delhi du 9 avril 1974, perdit considérablement de son activité et de son actualité au cours de l'année, au fur et à mesure que le Pakistan et le Bangladesh se rapprochaient pour finalement établir des relations diplomatiques, sans toutefois ouvrir jusqu'à présent des ambassades.

Au début de l'an, le CICR exprima le désir que les tâches finales qui lui incombaient encore (réexamen des demandes de rapatriement) puissent être effectuées par notre ambassade à Dacca. Ceci aurait cependant dépassé le cadre de notre mission de bons offices, qui n'a aucunement pour but la reprise de tâches relevant d'organisations internationales de secours. Les autorités du Bangladesh furent clairement renseignées, dans le même sens, sur les limites de notre engagement à titre de bons offices.

Comme nous l'avons relevé sous chiffre 1, le mandat officiel de représentation des intérêts colombiens à Cuba se termina du fait de la reprise des relations diplomatiques entre les deux pays. Toutefois et bien que l'Ambassadeur de Colombie se trouve déjà sur place, la mission colombienne n'est pas encore définitivement installée, de telle sorte que nous continuons, à titre de bons offices uniquement, à assumer diverses tâches, d'ordre consulaire essentiellement, en faveur de notre ancien mandant.

FREMDE INTERESSEN

1) Mandate

Das Doppelmandat zum Schutz der indischen Interessen in Pakistan und derjenigen Pakistans in Indien beanspruchte unsere Dienste bei der Zentrale und bei unseren Botschaften und Generalkonsulaten in den zwei Ländern nach wie vor erheblich. Ausgeprägt bei unseren Vertretungen war besonders der aus dem Visumabkommen vom 14. September 1974 entstandene Arbeitsanfall. Eine teilweise Vermehrung des Ortspersonals war unvermeidlich. Ein Auf und Ab in den Beziehungen zwischen den beiden Mandanten gab es auch im Berichtsjahr, aber es erreichte nicht mehr Nullpunkte wie im Vorjahr, so dass die eingefädeltten Gespräche fortgesetzt werden konnten. Dies wirkte sich günstig aus. Ein Handelsabkommen wurde im Januar in New Delhi unterzeichnet. Der Warenverkehr zur See funktioniert wieder seit Mitte Februar. Der angelarbete Schiffsverkehr bewegt sich in den herkömmlichen Bahnen, so dass unseren Generalkonsulaten in Bombay und Karachi keine Mehrarbeit entstanden ist, wie anfänglich angenommen wurde. Die Frage der Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen wurde zwar an höchster Stelle erörtert, zeitigte aber noch kein Ergebnis.

Von der Heimschaffungsaktion bleibt die Kategorie der Gefangenen der Vorkriegszeit übrig - die gossenteils aus Zivildelinquenten des gemeinen Rechtes bestehen soll - und jene der Gefangenen der Nachkriegszeit. Im Austauschverfahren wurden Ende März 2 Inder und 10 Pakistaner repatriert. Im September folgten nochmals 23 Pakistaner. In beiden Fällen wirkten unsere Botschaften in Islamabad und in New Delhi massgebend mit.

Unser amerikanisches Mandat in Kuba beschäftigte nach wie vor beträchtlich unsere Botschaften in Havanna und Washington. Zahlreiche Interventionen bei den Kubanern, und zwar meistens wegen vermissten oder in Seenot geratenen Schiffen, waren erforderlich. Die Mannschaften konnten heimgeschafft werden, ebenso eine Anzahl von USA-Staatsangehörigen, die in Kuba

Strafen verblühten. Verschiedene Besuche von amerikanischen Senatoren bei Fidel Castro gaben Anlass zu Vermutungen über eine baldige Wiederanknüpfung von diplomatischen Beziehungen. Dabei ist es geblieben.

Die meisten übrigen Staaten, deren Interessen wir vertreten, beanspruchten unsere Vermittlung während des Berichtsjahres je nach Umfang ihrer Interessen und im wesentlichen für konsularische und administrative Belange. Ausser den Obliegenheiten der zwei Mandate des indischen Subkontinents und des nordamerikanischen in Kuba beschäftigte unsere Dienste in Bern und im Ausland die Interessenvertretung Polens in Chile, Israels in Ghana und Ungarn wie auch bis zu deren Beendigung die Interessen Portugals in Senegal und Venezuelas in Kuba.

Mitte Jahr wurden fünf der uns anvertrauten Mandate beendet; vier davon waren bedingt durch die Wiederaufnahme der diplomatischen Beziehungen, nämlich Venezuela mit Kuba, die Philippinen mit Bulgarien, Portugal mit Senegal und Kolumbien mit Kuba. Chile, das wir in der Deutschen Demokratischen Republik (DDR) vertraten, nahm unser Mandat auf den 30. Juni zurück ohne einen Nachfolger zu bestimmen. Die nennenswerten Probleme dieses Mandates konnten gelöst werden.

Nachdem Ende Oktober die DDR ihre diplomatischen Beziehungen mit Spanien suspendierte, wurden wir mit der Vertretung der spanischen Interessen in der DDR betraut.

Am 31. Dezember übte das Departement folgende Schutzmandate aus :

		<u>Datum der</u> <u>Uebernahme</u>	<u>Form des</u> <u>Mandats</u>
Iren	in Israel	19. Februar 1958	k
Vereinigte Staaten von Amerika	in Kuba	6. Januar 1961	d + k
Guatemala	in Kuba	20. März 1962	d + k
Grossbritannien	in Guatemala	23. August 1963	d
Honduras	in Kuba	30. Dezember 1963	d + k

		<u>Datum der Ueber-</u> <u>nahme</u>	<u>Form des</u> <u>Mandats</u>
Brasilien	in Kuba	19. August 1964	d + k
Ecuador	in Kuba	19. August 1964	d + k
Israel	in Ungarn	21. Juni 1967	d + k
Israel	in Sri Lanka	13. August 1970	d + k
Pakistan	in Indien	6. Dezember 1971	d + k
Indien	in Pakistan	7. Dezember 1971	d + k
Chile	in Kuba	17. September 1973	d + k
Polen	in Chile	10. Oktober 1973	d + k
Israel	in Madagaskar	30. Oktober 1973	d + k
Israel	in Ghana	8. November 1973	d + k
Israel	in Liberia	21. November 1973	d + k
Elfenbeinküste	in Israel	28. November 1973	d + k
Spanien	in der Deutschen Demokratischen Republik	9. Oktober 1975	d + k

d = diplomatisch

k = konsularisch

2) Gute Dienste

Unsere Mission der guten Dienste zwischen Bangladesh und Pakistan, wie sie im Dreierabkommen von New-Delhi vom 9. April 1974 festgehalten ist, verlor im Verlaufe des Berichtsjahres zusehends an Aktivität und Aktualität, je mehr sich Pakistan und Bangladesh wieder annäherten und schliesslich diplomatische Beziehungen aufnahmen, allerdings ohne bis zur Stunde Botschaften eröffnet zu haben.

Das IKRK äusserte zu Beginn des Jahres den Wunsch, seine noch verbleibenden Abschlussaufgaben (Wiedererwägungs-Verfahren für Heimschaffungsgesuche) durch unsere Botschaft in Dacca beenden zu lassen. Dies hätte aber den Rahmen unserer Mission der guten Dienste gesprengt, die keines-

falls die Uebernahme von Aufgaben von internationalen Hilfsorganisationen bezwecken kann. Im gleichen Sinne wurden die Behörden Bangladeshs über das begrenzte Engagement unserer guten Dienste aufgeklärt.

Wie im ersten Abschnitt erwähnt, wurde unsere kolumbianische Interessenvertretung in Kuba infolge der Wiederherstellung der diplomatischen Beziehungen zwischen den beiden Ländern hinfällig. Obwohl der kolumbianische Botschafter bereits auf seinem Posten ist, sind seine Dienste noch nicht installiert. Ausschliesslich im Sinne guter Dienste befassen wir uns deshalb noch in Kuba mit verschiedenen, hauptsächlich konsularischen Obliegenheiten seitens Kolumbiens.